

ne saurais trouver de meilleur exemple à l'heure actuelle que les torts considérables causés à nos producteurs de blé par les litiges qui opposent les États-Unis et la Communauté européenne.

Mais je peux vous dire que lutter contre le protectionnisme au Canada en ce moment n'est pas non plus chose facile. Dans mon pays, en effet, les adversaires de la libéralisation du commerce avec les États-Unis livrent bataille sur le plan des sentiments, et non sur celui de l'économie. Ils soulèvent la crainte injustifiée qu'un accord commercial avec les États-Unis entraînera inévitablement la détérioration de la culture canadienne et la perte de la souveraineté politique du Canada.

Toutefois, notre Histoire a montré que l'expansion du commerce a toujours été le pilier de notre force économique. C'est précisément cette force économique qui a permis au Canada de mettre en place les politiques et les institutions qui font de nous aujourd'hui des Canadiens - ces institutions mêmes, que nos adversaires disent menacées par un accord commercial, seraient en fait mieux protégées par la croissance économique qu'un tel accord est susceptible de favoriser.

J'ai décrit aujourd'hui le défi commercial qui se pose à nos deux pays. La tâche est difficile, mais nous croyons qu'il est de notre devoir de le relever. Les faits montrent, selon nous, que les règles qui régissent actuellement les échanges commerciaux entre nos deux pays doivent être améliorées pour éviter d'en venir à des mesures qui sont aussi préjudiciables à l'un qu'à l'autre. Et ni les Canadiens ni les Américains ne pourront améliorer ces règles si nous choisissons d'ignorer les réalités du monde moderne et de nous cacher la tête dans le sable.

Nous choisissons de négocier; non parce que c'est la solution la plus facile, mais parce qu'il y va de l'intérêt national de nos deux pays.

Il est temps pour nous de mettre en pratique les principes de libre-échange que nous prêchons. Cette initiative historique mérite notre appui réciproque.